

Nous croyons fermement que la réforme économique, le progrès politique et celui de la sécurité font partie d'un tout. La sécurité régionale suppose la recherche de l'équilibre entre le progrès économique et le progrès politique sous toutes ses formes.

Le Cambodge représente un autre défi d'une dimension sans précédent. Le Canada est présent sur le terrain là-bas, car il a participé à chaque mission de maintien de la paix des Nations Unies. Mais rebâtir le Cambodge - passer de la dévastation économique et politique à une démocratie florissante - sera un processus long et ardu. La question centrale est de savoir comment faire pour que toutes les parties, notamment des Khmers rouges, parviennent malgré tout à comprendre les droits de chacun.

L'Asie du Sud, comme les autres régions, doit trouver des moyens d'attaquer les causes profondes des tensions régionales. Les programmes d'armes nucléaires de l'Inde et du Pakistan sont en grande partie le symptôme d'une méfiance et d'une rivalité anciennes. La prolifération des armes nucléaires est la plus importante question de sécurité qui figure à l'ordre du jour international en ce moment. Nous devons être prêts à y faire face dans le Sud de l'Asie, tout comme nous sommes déterminés à le faire à l'égard de la Corée du Nord.

Jusqu'à récemment, aucun effort intensif n'a été fait pour s'attaquer aux problèmes de sécurité urgents et il n'existe pas de cadre régional. Un tel cadre devrait inclure la Chine, la Russie et les États-Unis, et peut-être d'autres pays aussi.

En plus de ces problèmes sous-régionaux, nous devons nous attaquer à une série de problèmes communs à de nombreux pays de la région. La prolifération des ventes d'armes conventionnelles, les différends frontaliers non réglés, les conflits civils et ethniques, et l'accroissement des moyens militaires ne font pas encore l'objet en ce moment d'une discussion ou d'une négociation fructueuse à l'intérieur d'un cadre établi. Les pays de la région sont de plus en plus nombreux à jouir d'un poids économique considérable. Ils doivent maintenant jouer un rôle politique à la mesure de leur nouvelle importance économique. Seul un effort concerté des principales puissances, les É.-U., le Japon, la Russie et la Chine, pourra assurer le développement de systèmes fondés sur la règle de droit qui favoriseront la stabilité à long terme de la région. Il faut cependant que leurs efforts soient imités et encouragés par les autres pays.

Nous sommes conscients que les structures et les mécanismes de sécurité ne sont pas une panacée. À preuve, la tragédie qui se poursuit dans l'ancienne Yougoslavie en dépit des efforts de l'ONU, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Eu-

rope et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il demeure cependant que le dialogue coopératif peut déboucher sur des avenues de coopération, l'acceptation d'obligations communes et la résolution des conflits. Et maintenant, comment doit-on procéder?

Voici comment je vois les choses. Je vois une Asie-Pacifique où l'interdépendance se tisse à différents niveaux entre des pays conscients du lien existant entre leurs avenir respectifs. Ce serait une région soucieuse de préserver des habitudes de dialogue et de coopération. Elle posséderait une série de mécanismes, officiels ou non et se complétant l'un l'autre, destinés à élargir le dialogue quand les circonstances politiques l'exigent :

- une Conférence post-ministérielle vraiment engagée au sein de l'ANASE;
- une forme de dialogue entre les cinq puissances en Asie du Sud;
- un mécanisme officiel en Asie du Nord-Est concernant la péninsule coréenne et assurant le cadre nécessaire à un partenariat Russie-Pacifique.

Même si la conjoncture se prête à un élargissement du dialogue intergouvernemental, il y a place de toute évidence pour une importante contribution de l'extérieur du gouvernement. Certains ont proposé un programme à deux volets englobant toute la région. Ce serait une contribution concrète et intellectuelle considérable, axée sur l'Asie du Nord-Est ou de plus grande envergure, que le Canada appuierait.

Les gouvernements se réunissent maintenant au niveau ministériel au sein de la Conférence post-ministérielle de l'ANASE. Il importe de donner à ces discussions un programme plus spécifique. Les propositions faites par l'Australie à la dernière Conférence post-ministérielle offrent la possibilité de s'entendre sur la façon d'aborder les épineuses questions des mécanismes de confiance et de sécurité dans la région. Je souligne que ces approches pourraient aussi être utiles pour l'ensemble de la région et pertinentes en dehors des frontières de l'Asie du Sud-Est.

Le Canada n'avance pas de préalables rigoureux pour la prochaine étape. Mais quatre grands principes s'appliquent pour l'avenir immédiat :

- Premièrement, la participation. Il ne peut y avoir d'intentions cachées. Tous les grands intervenants doivent participer, de même que ceux qui ont un enjeu économique important dans l'ensemble de la collectivité.
- Deuxièmement, tout nouveau cadre régional doit permettre la différenciation dans les sous-régions en raison de leurs approches différentes à l'égard de la sécurité.

- Troisièmement, un vaste cadre multilatéral au sein de la Conférence post-ministérielle de l'ANASE, et peut-être de l'Organisation de coopération économique de l'Asie-Pacifique, doit mettre à profit — et non remplacer — les relations bilatérales qui sont indispensables à la naissance d'un sentiment de confiance dans la région.
- Quatrièmement, à mesure que l'édification des institutions appropriées avance au niveau gouvernemental, un modèle de coopération plus solide doit se développer au sein des autres milieux — notamment universitaires —, car beaucoup d'entre vous ont été à l'avant-scène du dialogue sur la sécurité en Asie-Pacifique. Vous devez continuer à exhorter les gouvernements à se pencher sur les difficiles questions régionales. Il faut que vous fassiez valoir vos idées dans les dossiers plus vastes de la stabilité mondiale et dans la façon dont la région peut apporter une contribution réelle à la paix dans le monde.

Avec le temps, nous croyons que l'Asie-Pacifique acquerra la stabilité et la confiance en elle-même qui lui permettront de jouer un rôle plus actif et plus efficace dans les affaires mondiales, un rôle à la mesure de sa force économique. Aujourd'hui, l'Asie-Pacifique est la région la plus dynamique au monde. Elle est devenue un modèle pour les autres régions dans le domaine économique. Mais il lui reste à réaliser son potentiel de coopération en matière de sécurité. Une Asie-Pacifique tournée vers l'extérieur et confiante a beaucoup à offrir dans la gestion des affaires mondiales.

Les liens qui unissent le Canada à l'Asie-Pacifique sont forts. Depuis de nombreuses années, notre commerce avec les pays du Pacifique surpasse celui que nous faisons avec l'Europe. Cinquante pour cent des nouveaux Canadiens viennent de l'Asie, et le chinois est maintenant la troisième langue la plus parlée au Canada.

Nous prenons au sérieux nos responsabilités de partenaire régional, et nous sommes prêts à partager nos connaissances et notre expérience. Nous continuerons d'appuyer les initiatives par lesquelles le Canada et les Canadiens participent de près à l'élaboration de nouveaux cadres de coopération en Asie-Pacifique.

Lorsque j'ai parlé il y a quelques semaines du «siècle du Pacifique», j'ai insisté sur la confiance qu'a le Canada dans les approches multilatérales à l'égard de la paix et de la sécurité, et sur sa volonté de concrétiser cette confiance par des engagements considérables de ressources humaines et financières. Permettez-moi de réitérer cet engagement aujourd'hui. En sa qualité de pays du Pacifique, le Canada fera partie du siècle du Pacifique. ■